



MINISTERIO DE ASUNTOS
EXTERIORES, UNIÓN
EUROPEA Y COOPERACIÓN

**TRIBUNAL CALIFICADOR PRUEBAS PARA EL
INGRESO EN EL CUERPO DE TRADUCTORES E
INTÉRPRETES DEL ESTADO**

*Resolución de 23 de abril de 2021
(BOE núm. 103, del 30.4.2021)*

Editorial par Christian Chavagneux CINQ FACTEURS CLÉS À SURVEILLER

En cette rentrée, cinq éléments clés sont à surveiller car ils vont donner le *la* de l'activité économique pour les mois qui viennent. Il y a bien sûr d'abord le variant Delta du coronavirus et ses éventuels successeurs, qui jouent négativement sur la vie et la santé des gens partout dans le monde, et ont des incidences économiques. Ensuite, il y a l'orientation des politiques monétaires. On en saura un peu plus fin août, après la conférence annuelle de Jackson Hole qui réunit les plus grands banquiers centraux de la planète. Certes, le soutien à l'économie des banques centrales ne va pas cesser demain matin. Et même quand elles arrêteront d'acheter des nouveaux titres de dette, les banques centrales continueront, pendant un moment, à aider les Etats en leur prêtant de quoi rembourser leurs anciennes dettes. Mais on sera alors entré dans une phase de normalisation de la politique monétaire, avec la perspective de possibles hausses des taux d'intérêt. A quel horizon, à quel rythme ? C'est ce que vont éclaircir les banquiers centraux. Et puis, il y a les politiques économiques suivies par les trois grandes puissances de la planète. Aux Etats-Unis, le président Biden a fait avancer début août un accord entre démocrates et républicains pour 1 200 milliards de dollars de dépenses d'infrastructures sur les cinq à dix ans à venir. C'est bien moins que les 2 300 milliards annoncés à l'origine, mais c'est quasiment le niveau des dépenses du New Deal en la matière et c'est sans compter d'autres budgets disséminés dans d'autres lois. S'y ajouteront 3 500 milliards de dépenses passant par la procédure dite de « réconciliation budgétaire », qui réclame une majorité simple, ce dont disposent les démocrates. Côté chinois, la mise en oeuvre du 14e plan quinquennal va dans le même sens, avec des dépenses visant la formation des salariés, la R & D et l'innovation : des investissements pour renforcer le potentiel de croissance à long terme. Reste l'Europe. Les programmes de stabilité budgétaire envoyés à la Commission au printemps signent un retour prévu de l'austérité. Jusqu'où ? Le résultat des élections allemandes de fin septembre nous le dira. Car c'est là que ça se passe en Europe. Et nul doute que les choix de la coalition allemande qui sortira des urnes auront une influence sur le débat économique de la présidentielle française. En Europe, les programmes de stabilité budgétaire signent un retour prévu à l'austérité.

Jusqu'où ? Le résultat des élections allemandes de fin septembre nous le dira. Car c'est là que ça se passe en Europe. Et nul doute que les choix de la coalition allemande qui sortira des urnes auront une influence sur le débat économique de la présidentielle française.

Alternatives économiques, n° 415, 26 Août 2021